

Copie Secrétariat

Inauguration de la ligne Wattrelos-Mouscron

vendredi 10 avril 1992

Discours de Pierre Mauroy

Monsieur le Ministre (André Baudson, Ministre des
Transports de la Région Wallonne),

Monsieur le Bourgmestre (Jean-Pierre Detremmerie,
Bourgmestre de Mouscron),

Monsieur le Maire (Alain Faugaret, Maire de
Wattrelos),

Mesdames et Messieurs les Elus,

Mesdames, Messieurs,

Je suis particulièrement heureux de me trouver
aujourd'hui à Mouscron en tant que Président de la
Communauté urbaine de Lille, et je vous remercie,
Monsieur le Bourgmestre de nous recevoir dans ce centre
Marius Staquet pour participer aux entretiens
transfrontaliers - un sujet auquel vous le savez,
j'attache une grande importance.

Le mois dernier, nous étions à Wattrelos - chez vous, Monsieur le Maire - pour la visite du chantier de la liaison Roubaix-Dottignies. J'avais alors souligné l'importance capitale de cette nouvelle voie qui, à la fin de l'année, permettra de relier l'agglomération lilloise à la frontière belge.

Nous venons aujourd'hui d'inaugurer la ligne directe d'autobus Mouscron-Wattrelos. C'est une étape significative, symbolique des efforts que nous menons afin de résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les habitants de notre métropole. C'est aussi la preuve que la coopération transfrontalière n'est pas un vain mot.

Cette ligne constitue, en fait, la première concrétisation des travaux que nous menons, avec les intercommunales de Tournai-Ath, de Mouscron - Comines - Estaimpuis, de Flandre occidentale et du Courtraisis, dans le cadre de la Conférence permanente intercommunale transfrontalière (la CO.P.I.T.).

Nous l'avions annoncée il y a cinq mois, lorsque nous avons signé à Courtrai, l'acte constitutif de la CO.P.I.T.

Depuis, nous avons travaillé ensemble, avec les représentants des réseaux TCC et TEC Hainaut. Les délais que nous nous étions fixés ont été respectés et nous avons assisté, aujourd'hui, à la disparition d'une véritable abhération.

Les centaines de mètres que parcouraient, à pied, les usagers d'un réseau pour reprendre un autobus de l'autre côté de la frontière n'étaient pas acceptables dans un tissu urbain aussi dense que le nôtre.

Ce n'était pas acceptable pour les habitants d'une métropole qui ont, depuis longtemps, gommé cette frontière de leurs habitudes, que ce soit pour travailler, pour faire leurs achats ou encore pour se distraire.

Depuis le 6 avril, le bon sens l'a emporté et chaque jour, ce sont 17 autobus qui passent la frontière dans les deux sens.

Avec cette première ligne franco-belge, nous sommes passés de la réflexion à l'action. Nous avons travaillé, ensemble, concrètement, au-delà des déclarations d'intentions, pour percer une brèche dans cette frontière qui nous est commune.

C'est une étape.

Nous devons maintenant créer un véritable réseau de communication entre nos deux pays, développer les transports en commun, les routes et les voies de chemin de fer.

Forts de cette première expérience, nous pouvons envisager d'accroître les liaisons entre les villes frontalières. Et pourquoi ne pas imaginer, un jour, un métro qui relierait Lille à Mouscron ou à Courtrai ?

En créant la CO.P.I.T., nous avons la volonté d'être pragmatiques, de mettre en oeuvre l'Europe du quotidien et d'établir un dialogue constant sur des dossiers concrets.

La gestion de l'eau, l'assainissement, l'environnement, la programmation des routes...méritent en effet qu'on leur porte, ensemble, une attention toute particulière. Nous ne pouvons plus travailler chacun de notre côté, sur des problèmes aussi importants que la rénovation des quartiers ou de la politique de l'emploi dans une agglomération aussi homogène que la nôtre.

Depuis sa création, en septembre 1990, l'Agence de Développement et d'Urbanisme intègre cette dimension transfrontalière dans ses études et le prochain schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, devrait prendre en compte la totalité de notre agglomération au-delà des frontières, tout en préservant l'identité de chacun.

Nous sommes, ici, dans l'Eurozone, dans cet espace qui réunit les communes de Wattrelos, Mouscron, Estaimpuis et Espierre-Helchin. Nous nous trouvons dans un véritable laboratoire, pour la création de l'Europe du quotidien.

Chacun, ici, connaît les enjeux. Nous devons, ensemble, bâtir des projets pour que notre agglomération profite pleinement de sa situation géographique exceptionnelle.

C'est aussi la volonté des partenaires de l'Eurozone qui ont mis leurs forces en commun pour

lancer un programme ambitieux de revitalisation, sur un secteur en pleine reconversion industrielle.

Je pourrais, bien sûr citer d'autres exemples de coopération transfrontalière et je pense naturellement à Comines-Europe, aux Euroguichets de Courtrai, Lille et Mons, au Groupement européen d'intérêt économique mis en place par les Chambres de commerce et d'industrie... Les initiatives sont nombreuses et témoignent de notre volonté de bâtir un avenir commun.

En permettant de relier Lille à Bruxelles en 25 minutes, le TGV nous donne l'exemple. En favorisant la circulation des biens et des personnes, l'ouverture du Marché unique européen nous oblige à poursuivre ce que nous avons entrepris.

Il nous faudra, bien sûr, franchir de nombreuses barrières administratives et juridiques qui freinent encore le développement de notre métropole franco-belge. Notre démarche constitue une expérience grandeur nature qui nous permettra de construire cette véritable agglomération transfrontalière dont nous rêvons tous.

L'Europe de demain sera l'Europe des villes. En renforçant notre cohésion, en harmonisant nos politiques, nous fixons les conditions de notre réussite, nous participons - j'en suis persuadé - à la création d'une grande métropole internationale.

EUROZONE: POUR UNE FORMATION SANS FRONTIÈRES

Succès pour les seconds entretiens transfrontaliers qui ont eu lieu hier à Mouscron.

LES deuxièmes entretiens transfrontaliers ont mis en évidence la nécessité d'une formation professionnelle commune. La bonne volonté existe, mais elle se heurte à deux problèmes : la lourdeur de l'administration européenne et les difficultés de coordination juridique entre la France et la Belgique. Ce dernier point n'est pas nouveau. Et s'il ne décourage pas les bonnes volontés, il dresse toujours de sérieux obstacles devant elle. Dans de nombreux domaines.

L'Eurozone (Wattrelos, Estaimpuis, Mouscron), c'est un peu le laboratoire de l'Europe au quotidien. Encore qu'elle n'entend pas essayer les pâtes des échanges communautaires. Au contraire, elle peut jouer le rôle de catalyseur auprès des hautes instances européennes.

Ces entretiens transfrontaliers, qui se sont déroulés au Centre Culturel Marius Staquet de Mouscron, ont oeuvré pour une concrétisation, à terme, de ce partenariat franco-belge. Y participaient des responsables d'entreprises, de l'Education, de l'Administration et des juristes des deux pays.

Obstacles administratifs

Ces entretiens ont abordé deux sujets : un bassin commun d'emplois et de formation ainsi que le devenir des

relations commerciales transfrontalières. Le premier débat a permis de mettre en évidence l'importance d'une coopération réciproque en matière de formation. Car c'est elle qui permet de maintenir l'emploi dans une région. Cependant, lorsque ces principes ne se heurtent pas au décalage de législation sociale en vigueur dans les deux pays, ils sont considérablement ralentis par la lourdeur de l'administration européenne. « On nous dit que des crédits sont libres pour une formation européenne » a précisé le directeur du lycée Colbert de Tourcoing.

« Je ne demande pas mieux que de former de jeunes Belges. Mais les dossiers sont inabornables ; nous avons formé des ouvriers au textile et nous avons été payés par la C.E.E. avec deux ans de retard. Ce que nous récla-

mons, c'est une information claire sur les moyens d'obtenir ces crédits. »

Dans l'autre sens, il est apparu qu'un stagiaire français effectuant sa formation en Belgique ne rencontrait presque pas de problèmes. Sauf la perte de ses droits sociaux (notamment des allocations familiales). Aucun doute : les législations sociales concordent difficilement.

En ce qui concerne le devenir des relations commerciales transfrontalières, d'aucuns ont regretté que l'on ait fait le procès des fabricants de meubles belges. Les publicités destinées aux clients français irritent beaucoup les fabricants de l'hexagone.

Là encore, l'information sur les pratiques commerciales en vigueur dans les deux pays semble ne pas circuler. M. Vandaele, avocat-administrateur de la C.A.R.E.N. en a profité pour rappeler que des institutions régionales existaient pour régler les différends.

Dans la sécurité du producteur, du consommateur et des produits, beaucoup d'efforts restent à accomplir. Mais

comme l'a souligné M. Ver-cruysse, réviseur d'entreprises, « l'Europe permettra de profiter des avantages de chaque système national ». Et d'ajouter : « on arrivera progressivement à une harmonisation des taux de T.V.A. Quant à celle de la fiscalité directe, ce n'est pas pour demain. »

F.R.

Le bus Mouscron-Wattrelos inauguré hier

Il y avait quelque chose d'historique lorsque MM. Mauroy, président de la Communauté urbaine de Lille ; Baudson, ministre des Transports de la Région wallonne ; Detremmerie, bourgmestre de Mouscron et Faugaret, maire de Wattrelos, ont posé le pied sur les marches du premier bus transfrontalier de la région. L'aberration était de taille : les Wattrelosiens s'arrêtaient à la frontière belge, marchaient 700 mètres et reprenaient un bus pour arriver au centre de Mouscron. Une aberration qui a duré quelques décennies.

Cette ligne a donc valeur de symbole. C'est ce qu'a noté M. Baudson : « Cette liaison va gommer les frontières, faciliter les déplacements dans ce pôle de développement et ce bassin culturel exceptionnel ».

La ligne fonctionne depuis lundi et connaît un succès certain. Elle vient pallier le manque de liaisons en transports en commun entre Mouscron, Tournai et Lille. Une première relation transfrontalière entre Mons et Maubeuge fonctionne depuis un an. La TCC et la TEC Hainaut ont travaillé en parfaite synergie et ce sont 17 bus qui passent la frontière chaque jour dans les deux sens.

Mais les élus ont relevé qu'il ne s'agissait là que d'une étape : « Nous devons maintenant créer un véritable réseau de communication entre nos deux pays », a relevé M. Mauroy. Et de partager avec M. Faugaret l'idée d'un métro qui relierait Lille à Mouscron ou à Tournai. Une idée qui pourrait faire son chemin.



À la tribune : MM. Faugaret, maire de Wattrelos ; Detremmerie, bourgmestre de Mouscron ; Mauroy président de la Communauté urbaine de Lille et Baudson, ministre des Transports de la Région wallonne (Ph. Bernard LIBERT)